



Lundi 19 novembre 2012

Stop aux massacres à Gaza

Après des mois de propagande, de menaces de frappes aériennes contre l'Iran, le gouvernement Netanyahu s'est retourné vers une cible plus à sa portée : la population désarmée de la bande de Gaza où 1,6 millions d'habitants sont enfermés depuis des décennies dans un territoire grand comme trois fois Paris. Une prison à ciel ouvert qui est régulièrement bombardée, avec les infrastructures nécessaires à la vie quotidienne saccagées par l'armée israélienne, où les droits les plus élémentaires de la population palestinienne sont bafoués depuis 64 ans.

En juillet 2006, l'armée israélienne avait envahi Gaza, faisant quelque 200 morts et 800 blessés. L'histoire se répète fin 2008 : à l'approche d'élections législatives, le gouvernement de l'époque lance une opération militaire qui causera la mort de 1700 personnes, dont de nombreux enfants. Aujourd'hui, après quelques jours de bombardements, il y a déjà des dizaines de victimes palestiniennes, civils pour la plupart.

D'innombrables attaques aériennes, ou de tirs de chars israéliens, se sont succédés au cours du mois d'octobre. Elles n'ont été dénoncées par aucune puissance occidentale. Cette fois c'est l'assassinat ciblé par les israéliens du responsable militaire du Hamas qui a déclenché en riposte le lancement de roquettes palestiniennes. L'état d'Israël a saisi le prétexte. Ces quelques tirs, sans commune mesure avec les attaques israéliennes, contribuent aussi à leur manière à creuser le fossé entre les deux peuples et à souder leur population derrière des nationalistes. Israël a de suite mobilisé 75 000 réservistes, aux frontières de la bande de Gaza, et à l'heure où nous écrivons s'apprête à l'envahir tout en se posant en victime.

L'hypocrisie et le cynisme des grandes puissances

Passé les élections américaines et avec l'accord tacite des dirigeants occidentaux, Netanyahu, le premier ministre israélien, a pensé avoir carte

blanche des USA pour mener sa politique et sa campagne électorale sur le dos des Palestiniens. Il a rendu visite à Hollande qui s'est bien gardé de la moindre remarque critique. Alors qu'il y a encore quelques mois, Netanyahu faisait carrément campagne contre la réélection d'Obama, celui-ci a déclaré que «le facteur déclenchant» du conflit était les tirs de roquettes du Hamas, un parti qu'Israël avait soutenu à une époque contre l'OLP.

Un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être libre !

Sans être aussi catastrophique que celle des Palestiniens, la situation de la population israélienne s'est considérablement dégradée. Si Israël dépense 6,5 % de son PIB en armement, l'un des pourcentages les plus élevés au monde, sans compter l'aide des USA, un quart de sa population vit dans la pauvreté et parmi elle 20% d'Arabes israéliens).

Durant l'été 2011, les Israéliens étaient d'ailleurs descendus en masse dans la rue pour dénoncer la situation sociale du pays au point que des commentateurs évoquaient un possible printemps israélien, à l'image des révolutions qui secouaient la Tunisie et l'Égypte.

On n'en est plus là aujourd'hui et il est probable que les réflexes d'union nationale prennent le dessus à l'approche des bruits de bottes

En ne s'opposant pas aujourd'hui à cette politique criminelle – voire en l'approuvant – les travailleurs israéliens se préparent des lendemains durs. Quant aux palestiniens de Gaza, de Cisjordanie et d'ailleurs, ils auraient tort de remettre leur sort entre les mains de nationalistes tout aussi fanatiques que ceux d'en face.

L'avenir des peuples de la région passe par la fraternité des travailleurs, par-dessus les frontières, pas par cette guerre barbare que l'état d'Israël est sur le point de déclencher.

A bas l'intervention militaire israélienne à Gaza.

Ne pas s'enfermer dans l'usine

Il y en a un qui a compris. Un jour il va à Poissy, un autre dans le Nord Pas de Calais, le lendemain ailleurs. Le boulot de Denis Martin est le même à PSA que celui de Montebourg pour toute la France : verser de l'eau préventivement sur les incendies sociaux qui peuvent éclater.

Ils sont malins. A nous d'être aussi malins qu'eux et d'aller chercher des travailleurs aussi menacés que nous par les licenciements, avec ceux des autres entreprises.

Silence les mouettes

Si un travailleur n'est pas à son poste ou s'arrête trop longtemps avant lors des soit-disant « arrêts managés », la direction menace : « le travailleur devra justifier son absence ».

Ben voyons. En réalité, elle a peur qu'on discute de ce qu'elle mijote derrière notre dos. Son petit papier signifie tout simplement : travaille, fais-toi licencier sans un mot, et surtout ferme ta gueule.

On en discutera de son petit papier du lundi 12.

Le mord aux dents

Jeudi en fin d'après midi en équipe A quand les anciens du ferrage ont appris ce que la direction leur réservait en cas de fermeture, ils se sont mis à juste titre en colère.

La direction ne propose qu'un congé de 18 mois maximum pour ceux qui n'ont pas atteint l'âge de la retraite. Et en plus, grand seigneur, elle leur donne la possibilité de retravailler 6 mois pendant cette période.

C'est se foutre de notre tête et les travailleurs du ferrage en passant le lendemain sur les chaînes du montage ont voulu montrer que des centaines de travailleurs de l'usine étaient concernés.

Licenciés ou pressurés : les salariés doivent se battre ensemble

Jeudi dernier, plus d'une centaine de travailleurs d'Aulnay ont diffusé un tract s'adressant aux travailleurs de PSA de Poissy. Ils ont eu raison et il faudra revenir.

A Poissy, la direction compte sur 700 départs « volontaires » et veut licencier 800 intérimaires. Les 8000 suppressions de postes à PSA, au delà d'Aulnay, auront un impact sur les conditions de travail pour tous ceux qui resteront, quel que soit leur site.

On est tous menacés. A nous de lutter ensemble pour faire reculer PSA.

Les travailleurs européens contre l'austérité

Le 14 novembre, les travailleurs défilaient contre l'austérité dans toute l'Europe. En Grèce, au Portugal

ou en Espagne, cette journée a contribué à un mouvement plus général, comme en Espagne, où de nombreuses usines sont restées à l'arrêt, telles celles de Volkswagen en Navarre ou Seat en Catalogne.

Face aux attaques qui se ressemblent de part et d'autre des frontières, les travailleurs d'Europe ont fait un pas en avant en parlant d'une seule voix.

À nous d'y donner une suite en faisant converger les nombreuses luttes contre les licenciements.

Un chantage inadmissible

Après plusieurs semaines de grève sur le site de Pierre-Bénite (Rhône), la direction d'Arkema (entreprise de l'industrie chimique) a dû abandonner la réorganisation et les suppressions de postes prévues, qui auraient pesé sur la charge de travail et les salaires. Mais elle a aussi annoncé le retrait de son projet d'investissements de 70 millions d'euros, faisant porter le chapeau à la grève.

Arkema suit la mode patronale : se servir de l'inquiétude bien compréhensible des travailleurs pour leur emploi pour imposer une exploitation accrue.

Ces travailleurs ont bien raison de ne pas céder au chantage. À nous tous de nous battre contre les projets infâmes de ces patrons-maîtres-chanteurs... pour que l'inquiétude change de camp.

Compétitifs... dans l'exploitation des travailleurs

« La compétitivité tout azimuth », tel semble être le mot d'ordre du patronat et du gouvernement.

En Espagne, Renault a déjà conclu un accord de compétitivité. Au menu : gel des salaires jusqu'en 2016, création d'un nouveau contrat d'embauche de 18 mois payé 72,5 % du montant actuel, augmentation de la durée annuelle du travail de 3 jours, journée de travail variant de +/- 1h sur chaîne, etc.

Renault veut imposer le même chantage en France, « pas d'accord, pas d'emploi » dit la direction. Et d'autres patrons attendent aux starting-blocks.

Mais comme diraient certains : « on ne négocie pas avec les terroristes ! ».

Valls avec les mots

La Cour européenne de justice et la Cour de cassation ont supprimé le « délit » de « séjour irrégulier ». Du coup, la garde à vue des étrangers au motif qu'ils sont sans papier devient illégale.

Qu'à cela ne tienne, Valls a trouvé la solution : elle s'appellera désormais « retenue » pour « vérification » et durera 16 heures. Le but sera le même qu'avant, expédier en centre de rétention, préalable à l'expulsion.

Les mots changent, les mêmes politiques xénophobes continuent.